

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 63 (1945)
Heft: 25

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

261

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen - Paraît tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 25 Bern, Mittwoch 31. Januar 1945

63. Jahrgang — 63^{me} année

Bern, mercredi 31 janvier 1945 N° 25

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. Telefon Nummer (031) 216 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gef. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30; halbjährlich Fr. 12.30; vierteljährlich Fr. 6.30; zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.60; Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Bern. Téléphone numéro (031) 216 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 60; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. — Régie des annonces: Publicitas SA. Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 109278—109302.
Autrag auf Allgemeinverbindlicheklärung eines Gesamtarbeitsvertrages für das bernische Tapezier- und Dekorateurgewerbe. Demande tendante à ce que force obligatoire générale soit donnée à un contrat collectif de travail pour le métier de tapissier-décorateur dans le canton de Berne.
Aktiengesellschaft für elektrische und industrielle Unternehmungen im Orient, Zürich.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Einnahmen der eidg. Zollverwaltung. Recettes de l'administration fédérale des douanes.
Irak: Frachtspeisen auf Transitsendungen. Frais de transport pour envois en transit.
Gesandtschaften und Konsulate. Légations et consulats. Legazioni e consolati.

Amthlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bezw. am Freitag um 12 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstrasse 3, à Bern, au plus tard à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi.

Ouvertures de faillites

(LP. 231, 232) (UT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites, Bex (87)

Faillie: Succession répudiée de Deléchat Ernest, menuiserie, Rue du Signal, à Bex.

Propriétaire d'immeubles sis à Bex, au lieu dit «Au Carroz», sous articles 5315, 5316, 5317, 6630, 6631, 8225 et 8226.

Date de l'ouverture de la faillite: 17 janvier 1945.

Première assemblée des créanciers: jeudi 8 février 1945, à 14 heures, à la Maison de Ville, à Bex, salle du 1^{er} étage.

Délai pour les productions: 28 février 1945.

Délai pour l'indication des servitudes: 20 février 1945.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (95)

Faillie: Genton Roland, Avenue Juste-Olivier 22, à Lausanne.

Date du prononcé: 23 janvier 1945.

Faillite sommaire, article 231 LP.

Délai pour les productions des créances: 20 février 1945.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (88)

Sommation aux titulaires de servitudes

Faillie: Société immobilière Rue Jean-Jaquet, lettre E, société anonyme, ayant son siège à Genève.

Immeubles possédés par la faillie dans la commune de Genève, section Cité, parcelle n° 6265, feuille 53, avec bâtiment n° A 30.

Délai pour les productions: 19 février 1945.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (89)

Sommation aux titulaires de servitudes

Faillie: Société immobilière Rue Jean-Jaquet, lettre F, société anonyme, ayant son siège à Genève.

Immeubles possédés par la faillie dans la commune de Genève, section Cité, parcelle n° 6266, ind. 1, feuille 53, avec bâtiment n° A 32.

Délai pour les productions: 19 février 1945.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (96^a)

Ueber Zwayer Carl, senior, geboren 1870, von Laibach (Jugoslawien), Handel mit Spezialfarben, Papier en gros, Hühnerstrasse 31, dato wohnhaft Rieterstrasse 77, Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 16. Januar 1945 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 23. Januar 1945 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 10. Februar 1945 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 400 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (90)

Gemeinschuldner: Nordmann-Rabinowitz Gaston, Eulerstrasse 22, Inhaber der Firma «G. Nordmann», Handel mit Kolonialwaren, Kornhausgasse 8, in Basel.

Datum der Konkurseröffnung: 11. Januar 1945.

Einstellung des Konkursverfahrens durch das Dreiergericht: 26. Januar 1945.

Frist zur Leistung des Kostenvorschusses von Fr. 250: 10. Februar 1945.

Nachforderung für ungedeckte Kosten bleibt vorbehalten.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(LP. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (97)

Gemeinschuldner: Gehri Franz Josef, Nauenstrasse 14, Inhaber der Firma «Franz Gehri», Handel mit Waren aller Art, Centralbahnplatz 6, in Basel.

Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen.

Kt. Graubünden Konkursamt Chur (91)

Gemeinschuldnerin: Ausgeschlagene Verlassenschaft

Bänziger-Pfister Jakob,

Metzgerei und Restaurant zur Tonnalle, Chur.

Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268)

(LP. 268)

Kt. Solothurn Konkursamt Kriegstetten, Solothurn (98)

Das Konkursverfahren (summarisch) über Glaus Willy, Christians sel., von Wahlern (Bern), Weinhandler, in Derendingen, ist durch Verfügung des Konkursrichters von Bucheggberg-Kriegstetten, in Solothurn, vom 24. Januar 1945 als geschlossen erklärt worden.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Widerruf der Nachlassstundung — Révocation du sursis concordataire

(SchKG 298, 309.)

(L. P. 298, 309.)

Kt. Aargau Bezirksgericht Lenzburg (92)

Verworfenen Nachlassvertrag

Die der Firma Studler & Cie., Bauunternehmung, in Seengen, unterm 24. Juli 1944 bewilligte und unterm 30. November 1944 verlängerte Nachlass-Stundung ist vom Bezirksgericht unterm 25. Januar 1945 widerrufen worden.

Lenzburg, den 27. Januar 1945.

Das Bezirksgericht.

Omologazione del concordato

(L. E. F. 306, 808.)

Ct. Ticino Prelara di Bellinzona (99)

La Pretura di Bellinzona con suo decreto 10 gennaio 1945, ora cresciuto in cosa giudicata, ha omologato il concordato proposto da

Suardi Bassano,

negoziante, in Ravecchia di Bellinzona, sulla base del 20% pagabile dal commissario del concordato entro il 31 gennaio 1945.

Bellinzona, 29 gennaio 1945. Il segretario-assessore: F. Biaggi.

Misure giuridiche a favore dell'industria degli alberghi e di quella dei ricami
(Legge federale del 28 settembre 1944)**Ct. Ticino Camera esecuzione e fallimenti, Lugano (93)****Udienza per omologazione di concordato alberghiero**

La Camera esecuzione e fallimenti quale autorità cantonale dei concordati rende noto che è fissata l'udienza del giorno 9 febbraio 1945, alle ore 9 ant., alla sede del Tribunale di appello, Lugano, per la discussione sulla domanda di concordato alberghiero presentata dalla ditta

Jenny e Marty, Famiglie, Albergo Beau Rivage
et d'Angleterre,

Loearno-Muralto.

Gli atti sono depositati presso la cancelleria del Tribunale di appello a disposizione degli interessati.

Lugano, 27 gennaio 1945.

Per la Camera EF.:
Avv. D. Quadri, segretario.

Notstundung — Sursis extraordinaire

(Verordnung des BR. vom 24. Januar 1941 — Ordonnance du CF. du 24 janvier 1941)

Kt. Thurgau Bezirksgericht Arbon (94)**Notstundungsverhandlung**

Die gerichtliche Verhandlung über ein Gesuch des

Brühlmann Karl,

Mosterei, in Luxburg-Egnach, betreffend Bewilligung einer Notstundung, eventuell einer Nachlass-Stundung, findet vor Bezirksgericht Arbon Donnerstag den 15. Februar 1945, nachmittags 2 Uhr, im Rathaus Arbon statt.

Gläubiger, Bürgen und Mitschuldner können vor der Verhandlung auf dem Gerichtspräsidium Arbon in Romanshorn die Akten einsehen und ihre Einwendung gegen das Gesuch schriftlich oder am Verhandlungstage mündlich vorbringen.

Romanshorn, den 26. Januar 1945. Gerichtskanzlei Arbon.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.)

(L. P. 293.)

Kt. Appenzell ARh. Bezirksgericht Hinterland (100)

Die Verhandlungen über das von Zürcher Hans, Spengler und Nabenfabrikation, Herisau, eingereichte Gesuch um Bewilligung einer Nachlass-Stundung finden am Montag den 12. Februar 1945, vormittags 10 Uhr, vor dem Bezirksgericht Hinterland (Appenzell ARh.) im Gemeindehaus in Herisau statt.

Begründete Einsprachen gegen die Bewilligung der Nachlass-Stundung können von den Gläubigern an der Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich beim Bezirksgerichtspräsidenten Heinrich Diem, Herisau, angebracht werden.

Trogen, den 30. Januar 1945.

Die Bezirksgerichtskanzlei.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio**Zürich — Zurich — Zurigo**

3. Januar 1945. Rosshaarspinneri.

Ernst & Cie., in Meilen, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 85 vom 12. April 1940, Seite 678), Rosshaarspinneri. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter Gottfried Ernst sen. ist infolge Todes aus der Firma ausgeschieden. Karl Ernst, bisher Kommanditär, ist nun unbeschränkt haftender Gesellschafter; seine Kommandite und seine Prokura sind erloschen. Die Kommanditärin Verena Ernst heisst infolge Verheiratung Verena Rechenberg, geb. Ernst, ist Bürgerin von Haldenstein (Graubünden), und wohnhaft in Bülaeh. Die Kommanditärin Marie Louise Stoll, geb. Ernst, wohnt nun in Lausanne, und die Kommanditärin Heidi Ziegler, geb. Ernst, wohnt nun in Bern. Die Kommanditärinnen Verena Rechenberg, geb. Ernst, Marie Louise Stoll, geb. Ernst, und Heidi Ziegler, geb. Ernst, haben ihre Kommanditsummen von je Fr. 40 000 auf je Fr. 50 000 erhöht. Der Erhöhungsbetrag von je Fr. 10 000 wurde durch Verrechnung mit Guthaben der Kommanditärinnen an die Gesellschaft liberrt.

25. Januar 1945. Maschinen für das graphische Gewerbe usw.

Engeler & Cleis G.m.b.H., in Birmensdorf. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 23. Januar 1945 eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gebildet worden, welche den Betrieb einer Werkstätte zur Konstruktion und Fabrikation von Maschinen, Apparaten und Utensilien für das graphische und andere Gewerbe bezweckt. Das Stammkapital beträgt Fr. 21 000. Gesellschafter mit je einer Stammeinlage von Fr. 7000 sind: Ernst Rickenmann, von Winterthur, in Uitikon a. A.; Walter Engeler-Thut, von Winterthur, in Zürich 8, und Ernst Cleis, von Buckten (Basel-Land), in Küsnacht (Zürich). Die Gesellschaft übernimmt von dem Gesellschafter Ernst Rickenmann Maschinen, Werkzeuge und Material gemäss Sacheinlagevertrag und Inventar vom 22. Januar 1945, zum Preise von Fr. 2000, der auf die Stammeinlage des Sacheinlegers angerechnet wird. Sie übernimmt ferner von den Gesellschaftern Walter Engeler-Thut und Ernst Cleis Maschinen, Apparate, Werkzeuge, Geräte, Materialien und Musterschutzrechte gemäss Sacheinlagevertrag und Inventar vom 22. Januar 1945, zum Preise von Fr. 6000. Derselbe wird getilgt durch Anrechnung des Betrages von je Fr. 3000 auf die Stammeinlagen der beiden Sacheinleger. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Geschäftsführer mit Kollektivunterschrift sind die beiden obge-

nannten Gesellschafter Walter Engeler-Thut und Ernst Cleis. Geschäftsdomizil: beim Bahnhof.

25. Januar 1945. Chemische Produkte usw.

Prifa A.-G., in Zürich. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 22. Januar 1945 eine Aktiengesellschaft gebildet worden. Ihr Zweck ist Handel mit, Fabrikation von und Uebernahme von Vertretungen in chemischen, Industrie- und Dental-Produkten. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 50 vollbezahlte Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Dem aus 1 bis 3 Mitgliedern bestehenden Verwaltungsrat gehört mit Einzelunterschrift einzig an Werner Fülleman, von Steckborn (Thurgau), in Zürich. Geschäftsdomizil: Göthestrasse 16, in Zürich 1, eigenes Lokal.

27. Januar 1945. Hüttenprodukte.

Hans Kohler, in Zürich (SHAB. Nr. 3 vom 6. Januar 1936, Seite 19), Vertretungen in Hüttenprodukten. Diese Firma ist infolge Ueberganges des Geschäftes in Aktiven und Passiven gemäss Bilanz per 13. Januar 1945 an die «Hans Kohler A.-G.», in Zürich, erloschen.

27. Januar 1945. Stahlwerks- und Hüttenprodukte usw.

Hans Kohler A.-G., in Zürich. Unter dieser Firma ist auf Grund der Statuten vom 20. Januar 1945 eine Aktiengesellschaft gebildet worden. Ihr Zweck ist die Vertretung von und der Handel in Stahlwerks- und Hüttenprodukten sowie Maschinen- und andern industriellen Erzeugnissen. Die Gesellschaft kann alle Geschäfte abschliessen, die mit diesen Zwecken direkt oder indirekt zusammenhängen. Das Grundkapital beträgt Franken 250 000 und ist eingeteilt in 250 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt von Hans Kohler, von Liesberg (Bern), in Zürich, sein unter der Firma «Hans Kohler», in Zürich, geführtes Geschäft in Aktiven und Passiven gemäss Bilanz per 13. Januar 1945, wonach die Aktiven Fr. 500 762.26 und die Passiven Fr. 250 762.26 betragen zum Uebnahmepreis von Fr. 250 000. Derselbe wird getilgt durch Hingabe der das Grundkapital bildenden 250 als voll liberiert geltenden Gesellschaftsaktien. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief; Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Hans Erich Kohler, von Liesberg (Bern), in Zürich. Direktor mit Einzelunterschrift ist Hans Kohler-Schwarz, von Liesberg (Bern), in Zürich. Einzelprokura ist erteilt an Emil Halter, von Zürich und Rebstein (St. Gallen), in Zürich. Geschäftsdomizil: Freudenbergrasse 30, in Zürich 7.

27. Januar 1945. Werkzeuge usw.

Paul Oeschger & Cie., in Zürich 11, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 151 vom 1. Juli 1941, Seite 1278), Handel mit Werkzeugen usw. Der Kommanditär Max Oeschger hat seine Kommanditeinlage von Fr. 5000 auf Fr. 100 000 erhöht. Der Erhöhungsbetrag von Fr. 95 000 ist durch Verrechnung mit einem Guthaben an die Gesellschaft liberiert worden.

27. Januar 1945.

Personalfürsorge der Firma Paul Oeschger & Cie. Zürich-Oerlikon, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 24. Januar 1945 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die Angestellten der Firma «Paul Oeschger & Cie.», in Zürich, und deren Familien in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfang, durch Gewährung von Unterstützungsleistungen in Fällen von Alter, Invalidität, Krankheit, Tod oder sonstiger Notlage. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Paul Oeschger-Winiger, von Gansingen (Aargau), in Baden (Aargau), als Präsident des Stiftungsrates; Fritz Hochstrasser, von Fahrwangen, in Zürich, als Kassier und Sekretär des Stiftungsrates, und Max Oeschger-Noseda, von Gansingen (Aargau), in Zürich, als weiteres Mitglied des Stiftungsrates, führen Kollektivunterschrift je zu zweien. Domizil: Tramstrasse 20, in Zürich 11, bei der Firma Paul Oeschger & Cie.

27. Januar 1945.

Handels & Import A.-G. (S.A. de Commerce & d'Importation) (S.A. di Commercio & d'Importazione) (Trading & Import Co. Ltd.), in Zürich 1 (SHAB. Nr. 72 vom 27. März 1943, Seite 694). Georg Grommé ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Verwaltungsratsmitglied mit Einzelunterschrift gewählt Hans Guhl, von Steckborn, in Zürich.

Bern — Berne — Berna**Bureau de Courtelarg**

29 janvier 1945.

Société des forces électriques de la Goule, à Saint-Imier (FOSC. du 18 février 1943, n° 31, page 307). Le 18 mai 1943, l'assemblée générale a procédé à l'élection de Fritz Hinderling, de Bâle, à Berne, comme membre du conseil d'administration, en remplacement d'Alfred Hirs, démissionnaire. Le 3 juin 1944, l'assemblée générale a pris acte du décès d'Henri Strahm, vice-président du conseil d'administration. Les pouvoirs qui lui étaient conférés sont éteints. La dite assemblée a en outre élu comme nouveau membre du conseil d'administration de la société le Dr Henri Mouttet, de Courchapoix, à Berne. Dans sa séance du 16 novembre 1944, le conseil d'administration a pris connaissance de la démission de Maurice Savoye, comme président du conseil d'administration. Il a nommé pour le remplacer en qualité de président le Dr Henri Mouttet, prénommé. Il signera collectivement avec le directeur ou le sous-directeur de la société, ou collectivement avec l'un ou l'autre membre du conseil d'administration porteur de la signature sociale, ou collectivement avec Willy Moll ou Maurice Donzel, porteurs de la signature sociale collective par procuration. Maurice Savoye est nommé par le conseil d'administration en qualité de vice-président du dit Conseil. Les pouvoirs qui lui avaient été conférés subsistent. Il signera donc collectivement avec le directeur ou le sous-directeur de la société ou collectivement avec l'un ou l'autre membre du conseil d'administration porteur de la signature sociale. De plus, il signera collectivement avec Willy Moll ou Maurice Donzel, porteurs de la signature sociale collective par procuration.

Glarus — Glaris — Glarona

26. Januar 1945.

Fürsorgestiftung der Firma H. Gattiker-Tanner's Erben, Hartschotterwerk Mühlehorn, in Mühlehorn, in Mühlehorn. Unter diesem Namen besteht laut öffentlicher Urkunde vom 12. Januar 1945 eine Stiftung im Sinne von Artikel 80 ff. ZGB. Sie bezweckt die freiwillige Fürsorge für Angestellte

und Arbeiter der Firma sowie für deren Angehörige gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod und anderweitige unverschuldete Notlagen. Die Stiftung wird von einem Stiftungsrat von 3 Mitgliedern verwaltet. Demselben gehören an: Alfred Walter Gattiker, von Richterswil, in Zollikon; Heinrich Gattiker, von Richterswil, in St. Gallen, und Alfred Krähenmann, von Wittenwil (Thurgau), in Weesen. Alfred Walter Gattiker führt als Präsident Einzelunterschrift, während die beiden übrigen Mitglieder zu zweien kollektiv zeichnen. Das Domizil befindet sich am Sitz der Firma H. Gattiker-Tanner's Erben, Hartschotterwerk Mühlehorn, in Mühlehorn.

27. Januar 1945. Beteiligungen.

Wamarg Aktiengesellschaft, bisher in Glarus, dauernde Verwaltung von Beteiligungen an anderen Unternehmungen, ständige Ueberwachung der Betriebe, mit denen sie durch aktienmässige Bindung oder auf Grund anderer rechtsgeschäftlicher Verhältnisse verknüpft ist, Finanzierung von Kreditbedürfnissen dieser kontrollierten oder anderer Betriebe, Verwaltung und Verwertung von mobilen und immobilien Vermögen im In- und Ausland und aller damit zusammenhängenden Geschäfte (SHAB. Nr. 25 vom 31. Januar 1944, Seite 251). Laut Generalversammlungsbeschluss vom 8. März 1944 wurde der Sitz nach Vaduz (Liechtenstein) verlegt, wo die Gesellschaft am 26. April 1944 im Öffentlichkeitsregister eingetragen wurde. Infolgedessen wird die Firma im Handelsregister von Glarus gelöscht. Die Gläubiger haben der Löschung zugestimmt.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau de Bulle (district de la Gruyère)

26 janvier 1945. Marbrerie, etc.

François Marchini, à Bulle, marbrerie, commerce de pierres, sculpture (FOSC. du 15 novembre 1924, n° 269, page 1870). La raison est radiée ensuite de remise de commerce à la société en nom collectif « Frères Vassalli », à Bulle, inscrits ci-bas.

26 janvier 1945. Marbrerie, sculpture.

Frères Vassalli, à Bulle. Sous cette raison, il s'est constitué dès ce jour une société en nom collectif dont les associés sont: Arthur Vassalli, originaire d'Italie et Ulysse Vassalli, originaire de Cureggia (Tessin), les deux à Bulle. Marbrerie, sculpture. Atelier et bureau: Rue de Gruyère 124.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Bucheggberg

26. Januar 1945.

Viehzeuggenossenschaft Messen und Umgebung, mit Sitz in Messen (SHAB. Nr. 41 vom 18. Februar 1944, Seite 407). In der Generalversammlung vom 30. April 1944 wurden, in Anpassung an das revidierte Obligationenrecht, neue Statuten beschlossen, wobei die publizierten Tatsachen folgende Änderungen erfahren haben: Die Mitteilungen erfolgen mittels persönlicher Einladung oder Publikation im «Anzeiger von Bucheggberg-Kriegstetten»; die amtlichen Publikationen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Das zur Erreichung der Genossenschaftszwecke erforderliche Kapital wird beschafft durch Zeichnung von Anteilscheinen. Der Nominalbetrag eines Anteilscheines beträgt Fr. 50. Die Unterschrift führen der Präsident oder dessen Stellvertreter mit dem Sekretär kollektiv. Die übrigen im Handelsregister eingetragenen Tatsachen bleiben unverändert.

Bureau Dorneck

25. Januar 1945. Zelluloidwaren usw.

Cello S.A., in Flüh, Gemeinde Hofstetten. Gemäss öffentlich beurkundeten Errichtungsakt und Statuten vom 18./24. Januar 1945 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Ihr Zweck ist die Fabrikation von Zelluloidwaren aller Art (Spielwaren, Kammwaren, technische und Reklamartikel), der Handel mit diesen Artikeln sowie die Beteiligung an andern Unternehmungen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Von diesem Kapital sind Fr. 36 000 einbezahlt (Fr. 24 000 durch Sacheinlage und Fr. 12 000 in bar). Eugen Ruppert-Geuggis, in Neu-St. Johann, bringt gemäss Sacheinlagevertrag vom 18. Januar 1945 Maschinen, Werkzeuge, Rohmaterial, Fertigfabrikate, Exportwaren und Guthaben im Gesamtbetrag von Fr. 20 065 ein. Er erhält als Gegenleistung hierfür 20 voll einbezahlte Aktien sowie eine Gutschrift von Fr. 65 in den Büchern der Gesellschaft. Jakob Menth-Zortea, in Flüh, bringt gemäss Sacheinlagevertrag vom 18. Januar 1945 Material und ein Guthaben im Gesamtbetrag von Fr. 4000 ein. Er erhält als Gegenleistung hierfür 6 zu zwei Dritteln einbezahlte Aktien. Die restlichen Aktien sind zur Hälfte einbezahlt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Einziges Mitglied des Verwaltungsrates ist Eugen Ruppert-Geuggis, von Bichelsee (Thurgau), in Neu-St. Johann (St. Gallen). Er führt Einzelunterschrift. Kollektivprokura wurde erteilt an Jakob Menth-Zortea, von Mümliswil, in Flüh, Gemeinde Hofstetten, sowie an Bertha Ruppert-Geuggis, von Bichelsee (Thurgau), in Neu-St. Johann (St. Gallen). Geschäftsdomicil: Flüh (Fabrikgebäude).

Bureau Ollen-Gösigen

26. Januar 1945.

Kartonfabrik Niedergösgen A.-G., in Niedergösgen (SHAB. Nr. 162 vom 15. Juli 1943, Seite 1627). Das Unterschriftenrecht des Direktors Dr. Fritz Rölli ist erloschen. Zum Direktor ist ernannt worden Willy Engel, von und in Zürich. Er zeichnet kollektiv je mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

Appenzell A.Rh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzello est.

26. Januar 1945.

Handschuhwerkerei Aktiengesellschaft, in Herisau (SHAB. Nr. 288 vom 7. Dezember 1944, Seite 2691). Der Eintrag ist darin zu korrigieren, dass der Geschäftsführer mit Einzelunterschriftsberechtigung Kurt Lion, seit 1933 wohnhaft in Kreuzlingen, staatenlos ist.

26. Januar 1945.

Textilagentur D. Schottländer, in Herisau, Vertretung von Textilwaren aller Art und andern Artikeln (SHAB. Nr. 239 vom 11. Oktober 1944, Seite 2263). Der Eintrag ist darin zu korrigieren, dass der Einzelprokurist Kurt Lion, seit 1933 wohnhaft in Kreuzlingen, staatenlos ist.

St. Gallen — St. Gall — San Gallo

17. Januar 1945. Maschinenfabrik.

Ulrich Steinemann, in St. Gallen, Maschinenfabrik und Handel mit Maschinen (SHAB. Nr. 61 vom 13. März 1940, Seite 484). Diese Firma ist infolge Gründung einer Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «Ulrich Steinemann A.-G., Maschinenfabrik», in St. Gallen.

17. Januar 1945.

Ulrich Steinemann A.-G., Maschinenfabrik (Ulrich Steinemann S.A., Ateliers de constructions mécaniques) (Ulrich Steinemann Engineering Works Ltd.), in St. Gallen. Durch öffentliche Urkunde vom 29. Dezember 1944 ist unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft gegründet worden. Diese bezweckt Uebernahme und Weiterführung der bisher unter der Einzelfirma «Ulrich Steinemann», in St. Gallen, betriebenen Maschinenfabrik, Fabrikation von und Handel mit Maschinen aller Art sowie Abschluss aller damit zusammenhängenden Geschäfte. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 200 000 und zerfällt in 400 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 500. Die Gesellschaft übernimmt mit Rückwirkung auf 1. August 1944 auf Grund des Uebernahmevertrags vom 29. Dezember 1944 und der Uebernahmebilanz per 31. Juli 1944 (letztere erzielend an Aktiven Fr. 451 492.50 und an Passiven Fr. 369 477.87) von der Firma «Ulrich Steinemann» deren Geschäft mit Aktiven und Passiven. Der Bewertungsbetrag und Uebernahmepreis von Fr. 82 014.63 wird beglichen durch: a) Ueberlassung von 164 voll liberierten Aktien der Gesellschaft zu nominell je Fr. 500 und b) Gutschrift des Restes von Fr. 14.63 an den Vorbesitzer. Im Rahmen der Gesamtübernahme erwirbt die Gesellschaft auf Grund des Kaufvertrages vom 29. Dezember 1944 die Fabrikliegenschaft des Vorbesitzers in Winkeln, zum Kaufpreis von Fr. 84 000, welcher Betrag in den Geschäftsaktiven inbegriffen ist. Die auf der Liegenschaft haftenden Hypotheken von Fr. 49 000 figurieren unter den übernommenen Geschäftspassiven. Die Bekanntmachungen nach aussen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 2 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehören an: Ulrich Steinemann, in St. Gallen W, Präsident; Hans Steinemann, in St. Gallen O, und Walter Steinemann, in St. Gallen O, alle drei von Hagenbuch (Zürich). Der Präsident des Verwaltungsrates führt Einzelunterschrift, die beiden andern Mitglieder zeichnen kollektiv. Geschäftslokal: Schoretshubstrasse 25, St. Gallen W.

25. Januar 1945.

Fürsorgefonds der Fa. Kleinberger & Co., St. Gallen, in St. Gallen. Durch öffentliche Urkunde vom 17. Januar 1945 ist unter diesem Namen eine Stiftung errichtet worden. Sie bezweckt die wirtschaftliche Hilfe für das Personal, das in den von der Firma «Kleinberger & Co.» geführten Betrieben tätig ist. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat. Dieser besteht aus 3 Mitgliedern, gegenwärtig aus: Ernst Kleinberger, von Untereggen, Präsident; Walter Storz, von Elgg, und Karl Weiss, von St. Gallen, alle drei in St. Gallen. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen kollektiv zu zweien. Geschäftslokal: Davidstrasse 31.

25. Januar 1945. Haushaltsartikel.

Schnyder, in Niederuzwil, Gemeinde Henau. Inhaber dieser Firma ist Walter Schnyder, von Oensingen (Solothurn), in Niederuzwil, Gemeinde Henau, Handel mit Haushaltsartikeln. Bahnhofstrasse, Restaurant Schweizerbund.

25. Januar 1945. Autogarage usw.

Gebrüder Gessinger, in Bad Ragaz. Fritz Gessinger und Karl Gessinger, beide von Teufen (Appenzell A.Rh.), in Bad Ragaz, letzterer vertreten durch den Vormund Karl Gessinger, von Tann, in Rütli (Zürich), sind mit Zustimmung des Waisenamtes Bad Ragaz vom 20. Januar 1945 unter obiger Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 7. April 1944 ihren Anfang nahm. Einzig der Gesellschafter Fritz Gessinger vertritt die Gesellschaft mit Einzelunterschrift. Die Firma erteilt Einzelprokura an Rosa Gessinger-Bolliger, von Teufen (Appenzell A.Rh.), in Bad Ragaz. Sarganserstrasse. Autogarage, Personentransporte.

25. Januar 1945.

Personalfürsorgestiftung der Firma C. Forster-Willi & Cie., St. Gallen, in St. Gallen (SHAB. Nr. 10 vom 13. Januar 1939, Seite 91). Gemäss Beschluss des Regierungsrates des Kantons St. Gallen vom 27. Dezember 1944 ist die Stiftungsurkunde teilweise abgeändert worden. Der Name der Stiftung lautet jetzt **Personalfürsorgestiftung der Firma Forster Willi & Co. St. Gallen**. Der Zweck der Stiftung wurde auf die Fürsorge für Angestellte und Arbeiter, inklusive Heimarbeiter, der Firma gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität und Tod in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfange erweitert. Das Stiftungsvermögen kann auch zu Zwecken der freiwilligen Arbeitslosenunterstützung an das Personal oder zur Linderung sonstiger Notlagen desselben herangezogen werden, nicht aber für Leistungen, zu denen die Firma gesetzlich verpflichtet ist.

26. Januar 1945.

Brunnenkorporation Ober- und Unterbühi Gemeinde Mörschwil, Genossenschaft, in Mörschwil (SHAB. Nr. 42 vom 20. Februar 1935, Seite 453). An Stelle von Otto Jucker, der aus der Verwaltungskommission ausgeschieden und dessen Unterschrift erloschen ist, wurde als Brunnenmeister ernannt das Vorstandsmitglied Heinrich Broger, von Appenzell, in Mörschwil. Präsident und Brunnenmeister zeichnen kollektiv zu zweien.

26. Januar 1945.

Spezialbeton A.-G. Kunststeinwerke, in St. Gallen, Gemeinde Thal (SHAB. Nr. 175 vom 28. Juli 1944, Seite 1707). Zum Direktor wurde ernannt Albert Spinnler, von Liestal, in St. Gallen, Gemeinde Thal. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

26. Januar 1945.

Weltfurrer Internationale Transport-Aktiengesellschaft, Zweigniederlassungen in St. Gallen und Buchs (SHAB. Nr. 278 vom 26. November 1941, Seite 2384), mit Hauptsitz in Zürich. Siegfried Weber und Paul Häfner, beide bisher Vizedirektoren, wurden zu Direktoren ernannt und führen wie bisher Kollektivunterschrift.

Graubünden — Grisons — Grigioni

8. Januar 1945.

Gemeinnützige Genossenschaft Auslandschweizer-Ferienheim, in Klosters. Unter dieser Firma hat sich auf Grund der Statuten vom 16. Dezember 1944 eine Genossenschaft gebildet. Diese bezweckt den Ankauf und

Betrieb von Ferienheimen, in welchen jugendlichen und erwachsenen Auslandsschwizern zu billigen Preisen Unterkunft gewährt werden soll. Die Genossenschaft erwirbt zu diesem Zwecke vorerst das Hotel Albeina in Klosters-Dorf von Witwe Hansjacob in Klosters zum Preise von Fr. 177 000. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine zu Fr. 500. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet nur deren Vermögen; jede persönliche Haftung der Genossenschafter ist ausgeschlossen. Alle Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Amtsblatt des Kantons Graubünden. Der Vorstand besteht aus 5 Mitgliedern. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Aktuar oder Rechnungsführer. Es sind dies: Dr. jur. Peter Zschokke, von Aarau und Malans, in Basel, Präsident; Dr. jur. Albert Lardelli, von Poschiavo, in Chur, Vizepräsident; Dr. Werner Imhoof, von Zofingen, in Bern, Aktuar; Robert Freimüller, von Andelfingen, in Chur, Rechnungsführer. Domizil: Hotel Albeina.

24. Januar 1945.

Tuch- & Wolledeckenfabrik Masein A.-G., in Thusis (SHAB. Nr. 52 vom 2. März 1940, Seite 408). Einzelprokura wird erteilt an Dr. Arnold Benz, von Marbach (St. Gallen), in St. Gallen.

25. Januar 1945. Tuch- und Massgeschäft usw.

Eduard Fleckenstein-Pult, in Pontresina. Inhaber dieser Firma ist Eduard Fleckenstein-Pult, von Sent, in Pontresina. Zwischen dem Firmainhaber und seiner Ehefrau Maria, geborene Pult, besteht vertragliche Gütertrennung. Tuch- und Massgeschäft, Uniformfabrikation.

26. gennaio 1945. Impresa, costruzione.

Giacinto Cereghetti & figli, in Mesocco, impresa muraria (FUSC. del 16 giugno 1942, n° 136, pagina 1358). Giacinto Cereghetti non fa più parte della società in nome collettivo causa decesso. La società continua sotto la ragione sociale **Cereghetti Tomaso & Cie.** Impresa costruzione.

Aargau — Argovie — Argovia

26. Januar 1945.

Schweizerische Stuaag, Strassenbau-Unternehmung A.G. (Stuaag Suisse, Société de Construction de routes S.A.) (Stuaag Svizzera, Società per la costruzione di strade S.A.), Zweigniederlassung in Aarau (SHAB. Nr. 2 vom 4. Januar 1944, Seite 17), mit Hauptsitz in Bern. Die Gesellschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 17. Juli 1944 ihre Statuten revidiert und sie im weiten den Vorschriften des neuen Rechtes angepasst. Die eintragungspflichtigen Tatsachen erfahren dadurch folgende Änderungen: Die Firma lautet nun **Stuaag, Schweizerische Strassenbau- und Tiefbau-Unternehmung A.G.** (Stuaag, Entreprise suisse de construction de routes et de travaux publics S.A.) (Stuaag, Impresa svizzera per la costruzione di strade e lavori di sottostruttura S.A.). Zweck der Gesellschaft ist die Betätigung als Unternehmung auf dem Gebiete des Strassenbaues und des Tiefbaues. Zu dieser Zweckbestimmung gehören insbesondere die Uebnahme und Ausführung von Strassen-, Geleisen-, Brücken-, Tunnel- und Wasserbauten, die Herstellung von Baumaterialien zu eigener Verwendung und zum Verkauf, der An- und Wiederverkauf von solchen sowie die Uebnahme und Ausführung von Materialtransporten. Zur Erfüllung dieser Zwecke kann sich die Gesellschaft nach Beschluss des Verwaltungsrates mit anderen fachverwandten Betrieben durch eigene finanzielle Beteiligung oder durch Interessengemeinschaft verbinden. Einzelnunterschrift für das Hauptgeschäft und die Zweigniederlassungen wurde dem Vizepräsidenten des Verwaltungsrates, Dr. Bernhard Hammer, von und in Solothurn, erteilt. Die an Eugen Schlüssel erteilte Kollektivprokura ist erloschen.

26. Januar 1945. Autotransporte.

Jak. Hofmann, in Schöftland. Inhaber dieser Firma ist Jakob Hofmann, von Schlossrued, in Schöftland. Autotransporte. Böhlerstrasse 386.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Faido

26. gennaio 1945. Metallurgia.

Tensoi, S.A., in Piotta di Quinto. In base ad atto pubblico e statuti del 23 dicembre 1944 è stata costituita una società anonima che ha per scopo lo sfruttamento industriale di un brevetto, debitamente registrato, che si prefigge di migliorare le proprietà sostanziali del ferro, dell'acciaio e delle loro leghe. Il capitale sociale è di fr. 50 000, suddiviso in 50 azioni da fr. 1000, al portatore, completamente liberate. Alla società è stato apportato un attivo netto di fr. 42 000, costituito da brevetto, macchinario e merci. A corrispettivo degli apporti sono state assegnate: 18 azioni a Riccardo Tenconi, 18 azioni a Walter Sollberger e 6 azioni a Stelio Tenconi, tutti in Piotta di Quinto. Le comunicazioni sociali agli azionisti saranno fatte a mezzo di raccomandata. Le pubblicazioni previste dalla legge appariranno sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da 1 a 3 membri. Attualmente esso consta di 3 membri, ossia: Sergio Zorzi, da Chironico, in Bellinzona, presidente; Walter Sollberger, da Wynigen, in Piotta di Quinto, vicepresidente, e Riccardo Tenconi, da Crana, in Piotta di Quinto, segretario. La società è vincolata di fronte ai terzi dalla firma collettiva del presidente o del vicepresidente con quella del segretario.

Ufficio di Locarno

26. gennaio 1945. Vini.

Società Anonima Eredi fu Emilio Chiodi, in Ascona. Con atto pubblico e statuti di data 20 gennaio 1945, è stata costituita sotto detta ragione sociale una società anonima avente per scopo il commercio di vini all'ingrosso e di ogni altro genere affine, nonché la partecipazione ad aziende similari. Il capitale sociale è di fr. 100 000, suddiviso in 100 azioni al portatore da fr. 1000 l'una, interamente liberate. Emilia Vedova Chiodi ed Else, vedova fu Giuseppe Chiodi, entrambe in Ascona, hanno fatto apporti per fr. 70 000 costituiti da vini, mobilio e macchinari come a distinta risultante dagli statuti ed allegati all'atto di costituzione. In corrispettivo di tali apporti le dette Emilia ed Else Chiodi ricevono 70 azioni di fr. 1000 ciascuna interamente liberate. Gli avvisi concernenti la società, le convocazioni saranno pubblicati sul Foglio ufficiale cantonale con riserva per quanto la legge prescrive il Foglio ufficiale svizzero di commercio. Il consiglio d'amministrazione si compone da 1 a 3 membri. Attualmente è composto da un solo membro: Emilia, vedova fu Emilio Chiodi, nata Magistis, da ed in Ascona, amministratore unico con diritto di firma sociale individuale.

Ufficio di Lugano

25. gennaio 1945. Commercio automobili.

Ferrari Edmondo, in Lugano. Titolare è Edmondo Ferrari, fu Giuseppe, da Monteggio, a Lugano. Commercio automobili. Via Marconi 3.

26. gennaio 1945. Vini.

Tamborini Carlo, in Castagnola. Titolare è Carlo Tamborini, fu Aurelio, da Davesco-Soragno, domiciliato a Lugano. Importazioni e commercio vini all'ingrosso ed al minuto. Via P.-Capelli, casa eredi Tamborini.

Distretto di Mendrisio

25. gennaio 1945.

Magazzino Chiassese di derrate alimentari, in Chiasso, società cooperativa (FUSC. del 24 febbraio 1943, n° 45, pagina 429). Con decisione assembleare del 14 dicembre 1944, la società ha modificato l'articolo 14 dello statuto nel senso che il consiglio di amministrazione è composto di 9 membri.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Grandson

25. janvier 1945. Percage de pierres pour l'horlogerie.

Arthur Robert, à Grandson. Le chef de cette raison individuelle est Arthur-Ami Robert, des Verrières, à Grandson. Percage de pierres fines pour horlogerie.

25. janvier 1945. Tabacs.

Société anonyme Vautier Frères et Cie (Aktien-Gesellschaft Gebrüder Vautier & Cie.), à Grandson (FOSC. du 10 mars 1944, n° 59, page 580). Dans son assemblée extraordinaire du 27 décembre 1944, la société a modifié l'article 25 e des statuts. La société est maintenant engagée par les signatures collectives de deux administrateurs, de deux directeurs, d'un administrateur et d'un directeur, d'un administrateur et d'un sous-directeur ou encore par la signature collective d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir, d'un directeur et d'un sous-directeur, d'un directeur et d'un fondé de pouvoir, d'un sous-directeur et d'un fondé de pouvoir. L'assemblée générale ordinaire du même jour a nommé en qualité d'administrateur Ernest Dubois, de Buttes, à Lausanne. Dans sa séance du 8 janvier 1945, le conseil d'administration a désigné en qualité de: a) directeur commercial: Charles Bollinger (précédemment sous-directeur); b) sous-directeur: Jean Cochard (précédemment fondé de pouvoir); c) sous-directeur: le Dr Karl Raseh, de Bienne, à Clarens, Le Châclard.

Bureau de Lausanne

24. janvier 1945. Mode féminine.

Jean Faillietaz, à Lausanne, mode féminine, bas, confection, lingerie, à l'enseigne « Valrose » (FOSC. du 9 février 1943). La raison est radiée pour cause de cessation de commerce. L'actif et le passif sont repris par la société anonyme « Maison Robert Faillietaz S.A. », à Lausanne (FOSC. du 11 janvier 1944).

26. janvier 1945. Epicerie, primeurs.

Paul Brochon, à Lausanne. Le chef de la maison est Paul Brochon, allié Filletaz, de Sugens (Vaud), à Lausanne. Epicerie, primeurs, Boulevard de Grancy 21^{bis}.

26. janvier 1945. Matières premières, etc.

Sacova, à Lausanne, commerce, importation, exportation de matières premières, etc., société anonyme (FOSC. du 20 juillet 1944, page 1643). Le capital social de 50 000 fr. est entièrement libéré.

26. janvier 1945. Coiffure.

Kurt Merbach, à Lausanne. Le chef de la maison est Kurt Merbach, allié Ruegg, d'Allemagne, à Lausanne. Salon de coiffure pour dames et messieurs. Parfumerie. Avenue de la Gare 2.

26. janvier 1945. Café-brasserie.

E. Ruchat, à Lausanne. Le chef de la maison est Ernst Ruchat, allié Muller, de Grandcour (Vaud), à Lausanne. Exploitation d'un café-brasserie. Enseigne: « Café du Pont ». Rue du Pont 18.

26. janvier 1945. Pâtisserie, boulangerie.

G. Antonietti, à Lausanne. Le chef de la maison est Georges Antonietti, allié Müller, d'Orbe, à Lausanne. Pâtisserie, boulangerie, à l'enseigne « Pâtisserie de la Barre ». Rue de la Barre 9.

26. janvier 1945.

Foncière Fontaine-Villard S.A., à Lausanne, immeubles, société anonyme (FOSC. du 31 mars 1942). Le bureau est transféré Flourettes 32, chez l'administrateur.

26. janvier 1945. Café.

Mme M. Piccard, à Lausanne. Le chef de la maison est Marthe Piccard, divorcée Chapuis, de Valeys sous Ursins (Vaud), à Lausanne. Café à l'enseigne « Café du Bugnon ». Rue du Bugnon 38.

27. janvier 1945. Produits alimentaires, chimiques, etc.

Auguste Barrillier, à Lausanne, fabrication de confitures, sirops, gelées, etc., vente commerciale de ces produits, achat et vente de denrées coloniales (FOSC. du 30 août 1938). La raison et le genre de commerce sont modifiés comme suit: Laboratoire Aba, Auguste Barrillier; fabrication et vente de produits alimentaires, chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques. Nouvelle adresse: Avenue Floréal 5.

27. janvier 1945. Denrées alimentaires.

H. Wanzenried, à Lausanne. Le chef de la maison est Hermann Wanzenried, époux séparé de biens d'Antoinette, née Maire, de Horrenbach-Buchen (Berne), à Lausanne. Représentation en denrées alimentaires. Rue des Oliviers 7.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

23. janvier 1945. Horlogerie.

Emile Jobin, à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 24 mai 1937, n° 117), horlogerie. Cette raison est radiée par suite de décès du titulaire. L'actif et le passif sont repris par la maison « Emile Jobin et Cie », à La Chaux-de-Fonds.

23. janvier 1945. Horlogerie.

Emile Jobin et Cie, à La Chaux-de-Fonds. Sous cette raison sociale, il a été constitué une société en commandite qui a commencé le 1^{er} janvier 1945. Elle a pour seul associé indéfiniment responsable Emile Jobin, des Bois, à La Chaux-de-Fonds, et pour associée commanditaire Hedwige Jobin, des Bois, à La Chaux-de-Fonds, avec une commandite de 5000 fr. Cette société a repris l'actif et le passif de la raison « Emile Jobin », à La Chaux-de-Fonds. Fabrication, achat et vente d'horlogerie. Rue du Temple-Allemand 45.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 109278. Hinterlegungsdatum: 19. Oktober 1944, 17½ Uhr.
Dr. med. Maurice Fuchs, Brunnmattstrasse 32 b, Bern (Schweiz).
Fabrikmarke.

Massagievorrichtung.

Syncardon

Nr. 109279. Hinterlegungsdatum: 19. Dezember 1944, 9 Uhr.
Pedrini Füll & Magno, Ponte Tresa (Tessin, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Textilien aller Art, Strickwaren, Trikotagen, insbesondere Pullovers, Westen, Blusen, Sportbekleidung für Damen, Herren und Kinder, Jacken, Manufakturwaren, Herren-, Damen- und Kinderkonfektion, Trikot- und andere Wäsche, Strümpfe, Socken, Bonneterie und Merceriewaren, Wirkwaren.



Nr. 109280. Hinterlegungsdatum: 19. Dezember 1944, 9 Uhr.
Pedrini Füll & Magno, Ponte Tresa (Tessin, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Textilien aller Art, Strickwaren, Trikotagen, insbesondere Pullovers, Westen, Blusen, Sportbekleidung für Damen, Herren und Kinder, Jacken, Manufakturwaren, Herren-, Damen- und Kinderkonfektion, Trikot- und andere Wäsche, Strümpfe, Socken, Bonneterie und Merceriewaren, Wirkwaren.



Nr. 109281. Hinterlegungsdatum: 20. Dezember 1944, 7 Uhr.
W. Weibel & J. Kranz, «Friedau», Rheinstrasse 43, Chur (Schweiz).
Fabrikmarke.

Herde, Ofen, Brat- und Backöfen, Heizungen, Boiler, elektrisch geheizte Abwaschröge, Stand- und Kippkessel, Autoklaven, Wärmeschränke, Futterkocher, Patisserieöfen.

Weibel

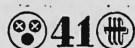
Nr. 109282. Hinterlegungsdatum: 19. Dezember 1944, 20 Uhr.
Paul Angst, Neuhausstrasse 163, Uffikon am Albis (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Rasierapparate aller Art.

DOMINATOR

Nr. 109283. Hinterlegungsdatum: 21. Dezember 1944, 19 Uhr.
Ostschweizerischer Blindenfürsorge-Verein (O.B.V.), St. Gallen (Schweiz).
Fabrikmarke.

Bürstenwaren für Industrie, Gewerbe und Haushalt, Korbwaren, Türvorlagen, Matten und Läufer, Feinflechterei-Erzeugnisse.



Nr. 109284. Hinterlegungsdatum: 28. Dezember 1944, 5 Uhr.
Dr. A. Landoit AG., Brühlstrasse, Zofingen (Schweiz).
Fabrikmarke.

Lacke, Farben, Öle und Firnisse, Lackfarben, Ölfarben, Rostschutzmittel, Terpentin und Terpentinersatz, Abbeizmittel, Anstriche jeder Art, Pech und Teerprodukte, Wachse, Polituren, Bohnermittel, Emailen, Bronzen, Tinkturen, Möbel-Emailen, Innen-Emailen.

MOBINOL

Nr. 109285. Hinterlegungsdatum: 28. Dezember 1944, 11 Uhr.
Nährmittel-Produktion AG., Bahnhofplatz 2, Zürich (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Eisenhaltige Kraftnährmittel.



Nr. 109286. Hinterlegungsdatum: 3. Januar 1945, 14¼ Uhr.
Hugo Müller AG., Aarauerstrasse 59, Olten (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Seifen und Waschmittel aller Art.

MERINO

Nr. 109287. Date de dépôt: 6 janvier 1945, 12 h.
Compagnie des Montres Driva (Driva Watch Co.), Rue du Mont-Blanc 3, Genève (Suisse). — Marque de fabrique.

Montres, parties de montres et tous produits d'horlogerie.



Nr. 109288. Hinterlegungsdatum: 5. Januar 1945, 19 Uhr.
Gesellschaft für Chemische Industrie in Basel, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Chemische Produkte für industrielle Zwecke, Farbstoffe, Farben, Lacke, Kunstharze, Wärmeschutz- und Isoliermittel, Dichtungs- und Packungsmaterialien, Asbestfabrikate, Textilhilfsprodukte, Appretur- und Gerbmittel.

MELAPOR

Nr. 109289. Hinterlegungsdatum: 5. Januar 1945, 19 Uhr.
Gesellschaft für Chemische Industrie in Basel, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Chemische Produkte für industrielle Zwecke, Farbstoffe, Farben, Lacke, Kunstharze, Wärmeschutz- und Isoliermittel, Dichtungs- und Packungsmaterialien, Asbestfabrikate, Textilhilfsprodukte, Appretur- und Gerbmittel.

MELISOL

Nr. 109290. Hinterlegungsdatum: 5. Januar 1945, 19 Uhr.
Gesellschaft für Chemische Industrie in Basel, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Chemische Produkte für industrielle Zwecke, Farbstoffe, Farben, Lacke, Kunstharze, Wärmeschutz- und Isoliermittel, Dichtungs- und Packungsmaterialien, Asbestfabrikate, Textilhilfsprodukte, Appretur- und Gerbmittel.

MELOPOR

N° 109291.

Date de dépôt: 8 janvier 1945, 19 h.

Elgeldinger et Co. Société Anonyme (Elgeldinger et Co. Limited) (Eigeldinger et Co. Aktiengesellschaft), Rue Numa-Droz 158, La Chaux-de-Fonds (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Montres, parties de montres et étuis.

WATERSAFE

N° 109292.

Date de dépôt: 9 janvier 1945, 15¼ h.

Stähel Paul, Belpstrasse 39, Berne (Suisse).
Marque de commerce.

Horlogerie.

Surmyx

N° 109293.

Hinterlegungsdatum: 10. Januar 1945, 19 Uhr.

Maschinenfabrik Oerlikon (Ateliers de Construction Oerlikon), Affolternstrasse 52, Zürich 11 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Elektrische Apparate.

Revar

N° 109294.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59173. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Nähseide, Fransenseide, für jede mögliche Verwendung.



N° 109295.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59174. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Nähseide, Fransenseide, für jede mögliche Verwendung.



N° 109296.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59175. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Nähseide, Fransenseide, für jede mögliche Verwendung.



N° 109297.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59176. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Nähseide, Fransenseide, für jede mögliche Verwendung.



N° 109298.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59177. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Zwirne jeder Art aus irgendwelcher animalischen oder vegetabilischen Faser.

Uranus

N° 109299.

Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1945, 17 Uhr.

Zwicky & Co., Im Neugut, Wallisellen (Zürich, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 59178. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 13. Januar 1945 an.

Zwirne jeder Art aus irgendwelcher animalischen oder vegetabilischen Faser.

Ursus

N° 109300.

Date de dépôt: 15 janvier 1945, 10 h.

SA. Texval, Rue des Hôtels, Martigny-Ville (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Draps tissé à la main en Valais.



N° 109301.

Date de dépôt: 15 janvier 1945, 5 h.

Compagnie des Montres Longines Francillon SA. (Longines Watch Co. Francillon Ltd.), St-Imier (Suisse). — Marque de fabrique. — Renouvellement de la marque n° 59202. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 15 janvier 1945.

Montres de poche.

LONGIA

N° 109302.

Date de dépôt: 15 janvier 1945, 5 h.

Compagnie des Montres Longines Francillon SA. (Longines Watch Co. Francillon Ltd.), St-Imier (Suisse). — Marque de fabrique. — Renouvellement de la marque n° 59404. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 15 janvier 1945.

Montres et mouvements d'horlogerie, ainsi que leurs accessoires et pièces détachées.

Löschung — Radiation

Nr. 108525. — Ernest Schlenker, Felicitas Watch Factory, Neuchâtel (Schweiz). — Gelöscht am 26. Januar 1945 auf Ansuchen des Hinterlegers.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Antrag auf Allgemeinverbindlicherklärung eines Gesamtarbeitsvertrages für das bernische Tapezierer-Dekorateurgewerbe

Die Direktion des Innern des Kantons Bern, gestützt auf Artikel 6, 7, 20 und 21 des Bundesbeschlusses vom 23. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, Artikel 7, Absatz 1, der eidgenössischen Vollzugsverordnung vom 10. Dezember 1943 und § 2 der kantonalen Vollziehungsverordnung vom 11. Januar 1944, gibt bekannt:

I.

Der Kantonalverband der Tapezierermeister-Dekorateur und der Möbelgeschäfte des Kantons Bern, in Bern, als Arbeitgeberorganisation; der Bau- und Holzarbeiterverband der Schweiz, in Zürich, und der Schweizerische Verband evangelischer Arbeiter und Angestellter, in Zürich, als Arbeitnehmerorganisationen,

beantragen mit Eingabe vom 23. Dezember 1944 an den Regierungsrat des Kantons Bern, es sei die zwischen ihnen am 20. Dezember 1944 abgeschlossene Vereinbarung über eine weitere Lohnanpassung im Tapezierer-Dekorateur-Gewerbe des Kantons Bern allgemeinverbindlich zu erklären.

Der räumliche, zeitliche, betriebliche und berufliche Geltungsbereich ergibt sich aus den nachfolgend unter Ziffer II wiedergegebenen Vertragsbestimmungen.

II.

Die in Ziffer I erwähnte Vereinbarung lautet:

1. Alle Arbeiter, die im Tapezierer-Dekorateur-Gewerbe beschäftigt sind, erhalten ab Inkraftsetzung dieser Vereinbarung durch die Allgemeinverbindlicherklärung einen weiteren Teuerungsausgleich von 7 Rp. pro Stunde. Damit beträgt der gesamte Teuerungsausgleich auf die im Vertrag vom 20. August 1942 festgelegten Löhne 50 Rp. pro Stunde.
2. Alle Tapezierer-Näherinnen, die im Tapezierer-Dekorateur-Gewerbe beschäftigt sind, erhalten ab gleichem Zeitpunkt einen weiteren Teuerungsausgleich von 7 Rp. pro Stunde. Damit beträgt der gesamte Teuerungsausgleich auf die im Vertrag vom 20. August 1942 festgelegten Löhne 42 Rp. pro Stunde.
3. Die vereinbarte Lohnanpassung gilt für alle gelernten, angelernten und ungelernten Arbeiter und Arbeiterinnen.
4. Der betriebliche Geltungsbereich erstreckt sich auf die dem Tapezierer-Dekorateur-Betrieb und die den Betrieben des Möbeldetailhandels angegliederten Tapezierer-Dekorateur-Werkstätten.
5. Diese Vereinbarung gilt bis zum Abschluss eines neuen Abkommens über die Lohnanpassung, längstens aber für ein Jahr.
6. Für den örtlichen Geltungsbereich wird auf den Gesamtarbeitsvertrag vom 20. August 1942 verwiesen.

III.

Die vertragschliessenden Verbände beantragen gleichzeitig, es sei die Geltungsdauer der Allgemeinverbindlicherklärung der Zusatzvereinbarung zu ihrem Gesamtarbeitsvertrag (Regierungsratsbeschluss vom 21. Januar 1944) sowie diejenige der Allgemeinverbindlicherklärung ihrer Vereinbarung über eine weitere Lohnanpassung im Tapezierer-Dekorateur-Gewerbe des Kantons Bern (RRB. vom 7. März 1944) bis zum 31. Dezember 1945 zu verlängern.

Die allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen der Zusatzvereinbarung wurden veröffentlicht in Nr. 259 des Schweizerischen Handelsamtsblattes vom 6. November 1942, diejenige der Vereinbarung über eine weitere Lohnanpassung in Nr. 294 des Schweizerischen Handelsamtsblattes vom 16. Dezember 1943.

Die Allgemeinverbindlicherklärung der letzt erwähnten Vereinbarung soll gemäss Antrag der vertragschliessenden Parteien auf den Berner Jura ausgedehnt werden.

IV.

Wer ein Interesse glaubhaft macht, kann gegen die Allgemeinverbindlicherklärung der Vereinbarung sowie gegen die Verlängerung derjenigen der bisherigen Vereinbarungen Einsprache erheben. Die Einsprachen sind der Direktion des Innern des Kantons Bern, Münsterplatz 3a, in Bern, wo die einschlägigen Akten eingesehen werden können, in schriftlicher Form und mit einer Begründung versehen, innert 15 Tagen seit dieser Bekanntmachung einzureichen. (AA. 18)

Bern, den 23. Januar 1945.

Der Direktor des Innern: Gafner.

Demande tendante à ce que force obligatoire générale soit donnée à un contrat collectif de travail pour le métier de tapissier-décorateur dans le canton de Berne

La Direction de l'intérieur du canton de Berne, vu les articles 6, 7, 20 et 21 de l'arrêté fédéral du 23 juin 1943, permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, l'article 7, premier alinéa, de l'ordonnance fédérale d'exécution du 10 décembre 1943 et l'article 2 de l'ordonnance cantonale d'exécution du 11 janvier 1944, fait savoir:

I.

L'Association cantonale bernoise des maîtres tapissiers-décorateurs et du commerce de meubles au détail, à Berne, comme organisation d'employeurs; la Fédération suisse des ouvriers sur bois et du bâtiment, à Zurich, et l'Association suisse des ouvriers et employés protestants, à Zurich, organisation d'employés,

ont demandé au Conseil exécutif du canton de Berne, par requête du 23 décembre 1944, que la convention conclue entre elles le 20 décembre 1944 relative à un nouveau rajustement des salaires dans l'industrie des tapissiers-décorateurs du canton de Berne soit déclarée de force obligatoire générale.

Quant au champ d'application (région et temps) et pour ce qui a trait aux entreprises et professions, les dispositions de la convention citée au chiffre II ci-après font règle.

II.

La convention, citée au chiffre I, a la teneur suivante:

- 1° Tous les ouvriers qui sont occupés dans l'industrie des tapissiers-décorateurs recevront, dès l'entrée en vigueur de la présente convention et en vertu de la déclaration de force obligatoire générale, une nouvelle indemnité de vie chère de 7 ct. à l'heure. L'indemnité totale de vie chère sera donc de 50 ct. à l'heure, par rapport aux salaires fixés dans le contrat du 20 août 1942.
- 2° Toutes les couturières en tapisserie qui sont occupées dans l'industrie des tapissiers-décorateurs recevront, dès la même date, une nouvelle indemnité de vie chère de 7 ct. à l'heure. L'indemnité totale de vie chère sera donc de 42 ct. à l'heure, par rapport aux salaires fixés dans le contrat du 20 août 1942.
- 3° Le rajustement de salaires convenu est valable pour tous les ouvriers et toutes les ouvrières de métier appris avec contrat, de métier appris sans contrat et de métier non appris.

4° Le territoire relatif à la validité de la présente convention pour les entreprises s'étend aux entreprises de tapissiers-décorateurs et aux ateliers de tapissiers-décorateurs qui font partie du commerce de meubles au détail.

5° La présente convention est valable jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit conclu, mais au plus tard pour un an.

6° Quant au territoire local pour la validité de la présente convention, les parties s'en référeront au contrat collectif de travail du 20 août 1942.

III.

Les parties contractantes demandent en même temps que la durée de validité de la déclaration de force obligatoire générale conférée à l'accord complémentaire de leur contrat collectif de travail du 20 août 1942 (arrêté du Conseil exécutif du 21 janvier 1944), de même que celle de la déclaration de force obligatoire générale conférée à la convention relative à un nouveau rajustement des salaires dans l'industrie des tapissiers-décorateurs du canton de Berne (arrêté du Conseil exécutif du 7 mars 1944), soient prolongées jusqu'au 31 décembre 1945.

Les dispositions déclarées de force obligatoire générale de l'accord complémentaire ont été publiées dans le n° 259 de la Feuille officielle suisse du commerce du 6 novembre 1942, celles de la convention relative à un nouveau rajustement des salaires dans le n° 294 de la Feuille officielle suisse du commerce du 16 décembre 1943.

Les parties contractantes ont en outre demandé que la déclaration de force obligatoire générale de la convention qui vient d'être mentionnée soit prononcée également pour le Jura bernois.

IV.

Quiconque justifie d'un intérêt peut former opposition à la déclaration de force obligatoire générale de la nouvelle convention, de même qu'à la prolongation de celle des conventions jusqu'ici en vigueur. Les oppositions doivent être communiquées par écrit, avec un exposé des motifs, à la Direction de l'intérieur du canton de Berne, Place de la Cathédrale 3a, à Berne, dans les 15 jours à partir de cette publication. Les pièces relatives à ces conventions peuvent y être consultées.

Berne, le 22 janvier 1945.

Le directeur de l'intérieur: Gafner.

Aktiengesellschaft für elektrische und industrielle Unternehmungen im Orient, Zürich

An die Inhaber der 5%-Obligationen anleihe

Leider stehen der Ueberweisung unserer Guthaben in Bulgarien schon seit längerer Zeit unüberwindliche Schwierigkeiten entgegen, und unsere verfügbaren Franken-Guthaben reichen neben der Deckung unserer Ausgaben für Steuern und laufende Spesen nicht mehr aus, um den am 1. Januar nächsthin fällig werdenden Coupon auf unserer Obligationen anleihe in bar einzulösen. Die Verhältnisse lassen auch die Einlösung der am 1. Januar 1947 fällig werdenden Obligationen bei Verfall als unwahrscheinlich erscheinen. Wir sind aus diesen Gründen gezwungen, Ihnen, gestützt auf die bundesrätliche Verordnung betreffend die Gläubigergemeinschaft bei Anleiheobligationen vom 20. Februar 1918 mit Ergänzungen, eine durch die eingetretenen Verhältnisse notwendig gewordene Abänderung der Modalitäten der Anleihe vorzuschlagen, welche der veränderten Lage Rechnung trägt.

Die Obligationäre werden daher auf Grund der vorerwähnten bundesrätlichen Verordnung zu einer Obligationärversammlung auf Donnerstag den 15. Februar 1945, vormittags 11 Uhr, am Sitz unserer Gesellschaft, Bahnhofstrasse 28 a, in Zürich, eingeladen.

Traktanden:

1. Wahl des Tagespräsidenten und der Stimmzähler.
2. Entgegennahme des Berichtes des Verwaltungsrates über die Lage der Gesellschaft.
3. Bekanntgabe der Bilanz per 31. Dezember 1944 und des auf den Tag der Obligationärversammlung hin erstellten Status.
4. Beschlussfassung über folgenden Antrag des Verwaltungsrates:
 - a) Die Laufzeit der Obligationen anleihe von ursprünglich 5 Millionen Franken, fällig am 1. Januar 1947, von welcher gegenwärtig noch Fr. 600 000 ausstehend sind, wird bis zum 1. Juli 1954 verlängert, unter Vorbehalt des Rechtes der Schuldnerin, jährlich mindestens Fr. 50 000 des Anleihebetrages durch Auslosungen zu pari oder Rückkäufe zu höchstens pari zu tilgen und die Anleihe unter Beobachtung einer dreimonatigen Kündigungsfrist je auf einen Couponstermin zu pari zurückzuzahlen.
 - b) Die Anleihe ist vom 1. Juli 1944 an zu einem von dem verfügbaren Jahresergebnis abhängigen variablen Zinsfuss von höchstens 5% verzinslich.
 - c) Die Gesellschaft verpflichtet sich, bis zur Fälligkeit der Obligationen am 1. Juli 1954 keine Dividende zu bezahlen, solange die Obligationäre nicht den vollen Zins von 5% per Jahr seit 1. Juli 1944 erhalten haben und vor einer Dividende nicht jeweiligen mindestens Fr. 50 000 Obligationen entweder durch Auslosungen zu pari oder durch Rückkäufe zu höchstens pari getilgt worden sind.
 - d) Die Gesellschaft wird ermächtigt, zur Beschaffung von allfällig notwendig werdenden Betriebsmitteln einen Vorschuss bis zu höchstens Fr. 20 000 jährlich gegen besondere Sicherheit aufzunehmen.

Titelinhaber, die persönlich an der Versammlung teilzunehmen wünschen, werden ersucht, Zutrittskarten mit Stimmausweis bis spätestens am 12. Februar 1945 bei einer der nachbezeichneten Stellen zu beziehen:

Verwaltungsgesellschaft «Affida», Bahnhofstrasse 28 a, Zürich;
Herren Lombard, Odier & Cie., Genf;
Herren Hentsch & Cie., Genf.

Die genannten Stellen sind auch bereit, die Vertretung von Obligationären, die nicht persönlich an der Versammlung teilzunehmen wünschen, zu übernehmen und für sie das Stimmrecht im Sinne der Annahme der Anträge des Verwaltungsrates auszuüben.

Da nach Artikel 16 und 16^{bis} der bundesrätlichen Verordnung die Anträge in Ziffer 4 der Tagesordnung nur dann als angenommen gelten, wenn sie die Zustimmung von mindestens ⅔ des im Umlauf befindlichen Kapitals gefunden haben, liegt es im eigensten Interesse der Obligationäre, ihr Stimmrecht an der Versammlung vom 15. Februar 1945 auszuüben oder sich an ihr vertreten zu lassen. (AA. 21)

Zürich, den 27. Dezember 1944.

Aktiengesellschaft für elektrische und industrielle Unternehmungen im Orient.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Einnahmen der eidr. Zollverwaltung. - Recettes de l'administration fédérale des douanes
 Die Zolleinnahmen betrugen — Les recettes des douanes se sont élevées:
 im Monat Dezember 1944 — en décembre 1944 Fr. 4 568 271.75
 im Monat Dezember 1943 — en décembre 1943 „ 8 943 624.26
 Mindereinnahmen im Dezember 1944 — Diminution en décembre 1944 Fr. 4 375 352.51
 Vom 1. Januar bis Ende Dezember — Du 1^{er} janvier à fin décembre:
 im Jahr 1944 — en 1944 Fr. 83 108 230.82
 im Jahr 1943 — en 1943 „ 122 279 156.03
 Mindereinnahmen im Jan./Dez. 1944 — Diminution en janv./déc. 1944 Fr. 39 170 925.21
 25. 31. 1. 45.

Irak — Frachtspesen auf Transitsendungen

Gemäss telegraphischer Verständigung des Schweizerischen Konsulates in Bagdad haben die zuständigen irakischen Behörden verfügt, dass alle auf Irak entfallenden und mit Transitsendungen zusammenhängenden Spesen in der Währung des endgültigen Bestimmungslandes beglichen werden müssen. Demnach sind die irakischen Transitspesen für nach der Schweiz bestimmte Waren zukünftig in Schweizer Franken zu bezahlen.
 25. 31. 1. 45.

Irak — Frais de transport pour envois en transit

Selon avis télégraphique du consulat de Suisse à Bagdad, les administrations irakiennes compétentes ont ordonné que tous les frais intéressants l'Irak et afférents à des envois en transit doivent être payés dans la monnaie du dernier pays de destination. En conséquence, les frais de transit irakiens

concernant des marchandises destinées à la Suisse doivent être payés désormais en francs suisses.
 25. 31. 1. 45.

Gesandtschaften und Konsulate**Légations et consuls — Legazioni e consolati**

Der Bundesrat hat das Exequatur erteilt:
 1. dem an Stelle des Herrn Franco Bellia zum Berufskonsul von Italien in Lausanne, mit Amtsbefugnis über den Kanton Waadt, ernannten Herrn Raimondo Carbonelli di Lettino;
 2. dem an Stelle des Herrn Attilio Cattani zum Berufsgeneralkonsul von Italien in Zürich, mit Amtsbefugnis über die Kantone Zürich, Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Zug, Schaffhausen, Appenzell A.Rh. und I.Rh., St. Gallen und Thurgau, ernannten Herrn Giorgio Benzoni.
 25. 31. 1. 45.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur:

1. à M^r Raimondo Carbonelli di Lettino, nommé consul de carrière d'Italie à Lausanne, avec juridiction sur le canton de Vaud, en remplacement de M^r Franco Bellia;
 2. à M^r Giorgio Benzoni, nommé consul général de carrière d'Italie à Zurich, avec juridiction sur les cantons de Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald (Le Haut et Le Bas), Glaris, Zoug, Schaffhouse, Appenzell Rh. ext. et Rh. int., St-Gall et Thurgovie, en remplacement de M^r Attilio Cattani.
 25. 31. 1. 45.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern

STEUER- § Amnestie

Amnestierechtliche Beratung und Prüfung der Amnestie-Voraussetzungen, steuerrechtliche Buch- und Bilanzprüfung. Spezielle Amnestie-Erfahrungen. 25 Jahre Praxis. Erstklassige Referenzen.

Steuer-Expertise Ed. Aeberli, Bern

Aarberggasse 46 - Telefon 2 31 28/29

136

Elektrizitätswerk Altdorf**3 1/2%-Anleihe von 1945 von Fr. 2 000 000 nominal**

Zum Zwecke der Konversion bzw. Rückzahlung seiner auf den 30. Juni 1945 gekündigten 4%-Anleihe von 1935 von Fr. 2 000 000 nominal begibt das Elektrizitätswerk Altdorf eine neue

3 1/2%-Anleihe von 1945 von Fr. 2 000 000 nominal.

Diese Anleihe weist folgende hauptsächlichste Bedingungen auf:

Inhabertitel zu Fr. 1000 nominal;
 Semestercoupons per 30. Juni und 31. Dezember;
 Laufzeit: 15 Jahre, mit vorzeitigem Kündigungsrecht zugunsten der Schuldnerin nach 12 Jahren;
 Emissionspreis: 100% + 0.60% halber eidgenössischer Titelstempel;
 Kotierung der Titel dieser Anleihe an der Zürcher Börse.

Die Anleihe ist von einem Bankenkonsortium fest übernommen worden; den Inhabern von Titeln der 4%-Anleihe des Elektrizitätswerkes Altdorf von 1935 wird die

KONVERSION

ihrer Obligationen in Titel der neuen Anleihe in der Zeit

vom 31. Januar bis 9. Februar 1945, mittags,

angeboten.

Eine öffentliche Barzeichnung findet nicht statt.

Die unterzeichneten Banken nehmen Konversionsanmeldungen spesenfrei entgegen und halten Prospekte und Konversionsscheine zur Verfügung von Interessenten.

Schweizerische Kreditanstalt,
 Luzerner Kantonalbank,

Aktiengesellschaft Leu & Co.,
 Urner Kantonalbank.

Verlangen Sie vom
 SHAB.

Probenummern der
 «Volkswirtschaft»

Wer kauft

gebrauchte defekte

Jute-Säcke

zur Verarbeitung? Ei-
 offeriert unter Chiffre
 PO 20324 an Publicitas
 Olten. On 13

Öffentliches Inventar - Rechnungsruf

Erlassener:

Lipp-Walti Karl,

geboren 1879, Metzgermeister, von Bubendorf (Basel-Land), Inhaber der im Handelsregister eingetragenen Firma «Karl Lipp», Metzgerei und Wirtschaft «Zum Schlüssel», in Liestal.

Eingabefrist: bis und mit 1. März 1945.

Die Eingaben für Schulden, Bürgschaften und sonstige Ansprüche sind unter Angabe der Beweismittel schriftlich und franko an die Bezirksschreiberei Liestal einzureichen.

Für nicht angemeldete Forderungen haften die Erben weder persönlich noch mit der Erbschaft (Art. 590 ZGB.).

Q 16

Bezirksschreiberei Liestal.

WETTER-CLICHES
 Hotzstrasse 23 / Zürich 6

Landolt's Waren-Umsatz-Steuer-**Kontrollbuch**

für die Abrechnung mit der Eidgenössischen
 Kriegssteuerverwaltung

**Einfach, übersichtlich, klar,
 praktisch erprobt**

mit auswechselbaren Blättern in Acto-Ringbuch
 zu 50 Blatt A 4
 Nr. 140991 mit Kolonne „Empfänger“ Fr. 18.—
 Nr. 134482 ohne „Empfänger“ Fr. 18.—
 in SKB-Losblätterbuch zu 100 Blatt
 Nr. 2915 a, Querformat 98/29 cm Fr. 36.15
 je 1 Musterbl. mit Beispiel und Erklärung Fr. 1.—

Anschickung auf Wunsch.

LANDOLT-ARBENZ AG
 Papeterie Zürich, Bahnhofstr. 65, Tel. 23 97 57

Dolomit

in Stücken, gemahlen, liefert laufend in
 Wagenladungen: Z 29

Hans Rahn, Rohstoffe,
 Zürich, Uraniastrasse 35.
 Telefon: 25 17 14/15.

ADDITIONSMASCHINEN von
 Reymold Müller, Spezialgeschäft
 für Rechenmaschinen, Löwenstr. 55,
 Zürich - Tel. (051) 25 65 83
 offerieren lassen ist vorteilhaft,
 weil ich Ihnen verschiedene erst-
 klassige Marken vorführe.
 Verlangen Sie unverbindliche
 Probestellung!

Le carnet d'épargne n° 7599 (Vollet) a été volé.
 Défense est faite de payer sur ce carnet qui sera
 annulé à l'expiration d'un délai de trois mois dès
 la présente publication. S 3

Sion, le 30 janvier 1945.

Caisse d'épargne du Valais.

Vente à tout prix

(joints anti-bise)

Le vendredi 9 février 1945, à 15 h., à Montreux,
 au local des ventes de l'Office (passage de la Baye-
 place de la Paix), il sera procédé à la vente au
 comptant et à tout prix de:

55 rouleaux de rubans de cuivre, soit joints anti-
 bise, de 50 m chacun;
 50 paquets d'une livre de petits clous pour la
 fixation de ces anti-bise. L 12

Montreux, le 25 janvier 1945.

Office des faillites:
 J. Marguet, préposé.